

55395

55567



E/ECA/ICPP/90/13

**NATIONS UNIES**  
**Commission économique pour l'Afrique**

**BATIR SUR LES REALITES LOCALES**

par

**Claude Ake**  
**Université d'Arcourt**  
**Nigéria**



**PARTICIPATION POPULAIRE DANS LE PROCESSUS  
DE REDRESSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE**

12-16 février 1990  
Arusha (République-Unie de Tanzanie)



E/ECA/ICPP/90/13

**NATIONS UNIES**  
**Commission économique pour l'Afrique**

**BATIR SUR LES REALITES LOCALES**

par

**Claude Ake**  
**Université d'Arcourt**  
**Nigéria**



**PARTICIPATION POPULAIRE DANS LE PROCESSUS  
DE REDRESSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE**

12-16 février 1990  
Arusha (République-Unie de Tanzanie)

Nous ne pouvons pas parvenir à un stade important du développement en Afrique, si nous n'acceptons pas les sociétés africaines telles qu'elles se présentent, et non comme elles devraient être ou même comme elles pourraient être: ce processus de développement n'aura jamais lieu si nous n'élaborons pas les programmes de développement en tenant compte des réalités locales. A présent, que signifient les réalités locales et comment pouvons nous bâtir sur elles ?

Les réalités locales ne englobent pas les réalités traditionnelles, car il n'existe pas de fossiles sur le passé africain, auxquels nous pourrions avoir recours, mais rien que de nouvelles entités qui, si hybrides qu'elles soient, varient chaque jour. Les réalités locales englobent tout ce que les populations estiment indispensable à leur existence, tout ce qui exprime leur authenticité. Nous bâtissons sur des réalités locales en leur faisant déterminer le type et le contenu des stratégies de développement, en s'assurant que les changements dus au développement s'adaptent bien aux systèmes de valeurs, aux intérêts, aux aspirations et/ou aux institutions, des éléments qui jouent un rôle important dans la vie des populations. Ce n'est que lorsque les changements dus au développement correspondent à ces réalités qu'on peut parler de développement soutenu. Ainsi, le développement technologique soutenu n'a lieu que lorsque la technologie innovatrice est entièrement conçue localement et lorsqu'elle s'adapte parfaitement à la vie des populations, lorsque les populations perçoivent la pertinence d'une telle innovation, l'acceptent et l'intègrent même dans leur imagination créatrice en la restructurant selon les changements qui s'opèrent dans leur environnement.

### Implications

Il est tout à fait clair que même si la politique de développement basée sur les réalités locales, diffère beaucoup des conceptions habituelles, on parvient quand même à un mode de développement complètement différent de celui qui prévaut actuellement. Qu'est-ce qui distingue ce mode de développement des autres ?

Premièrement, on parviendrait à un mode de développement démocratique et participatif, tout simplement en primant les intérêts, les valeurs et les aspirations populaires. Le mode de développement courant en Afrique, souffre beaucoup de la coercition et de l'autoritarisme non gouvvernements, ceci est dû à la complicité établie entre les responsables africains qui usent de la force pour garder le pouvoir face à une légitimité populaire acillante et face à des faibles institutions de développement, des responsables qui considèrent toujours que leur mode de développement est plus élaboré et objectif, ne permettant aucune revendication, ni de négociation.

L'autoritarisme et la coercition politiques ont été très néfastes à l'Afrique, car ils ont largement contribué à l'échec du développement africain. Pour être plus précis, ils ont dissocié les programmes de développement des besoins sociaux fondamentaux. On a accordé très peu de pouvoirs de contrôle et de décision aux populations locales, et les pouvoirs de décisions ont été dominés par des intérêts trop égoïstes et allant souvent à l'encontre du bien-être public, d'où la dissociation de la politique de développement des besoins sociaux fondamentaux. L'autoritarisme a démobilisé les populations en les rendant virtuellement incapables de défendre leurs intérêts lors de l'élaboration de la politique nationale. Les responsables africains sont incapables de mobiliser les forces et le soutien populaires. Ils n'ont réussi à s'imposer qu'en brutalisant les populations pour qu'elles se soumettent, et ce faisant des milliers de gens ont été contraints de ne pas protester ouvertement contre leurs politiques. La coercition gouvernementale a tellement brutalisé les populations africaines qu'elles en ont perdu leur sens d'efficacité. Comme les responsables africains ont perdu leur temps à forcer chaque citoyen à accepter les nombreuses lignes politiques qu'eux-mêmes ont élaborées, par exemple en modifiant les modes de consommation et de production populaires, en forçant les gens à s'installer dans les villages "consolidés".

ils ont détruit les capacités traditionnelles des populations qui se débrouillaient bien dans leur environnement difficile.

Deuxièmement, l'idée de bâtir sur les réalités locales permettrait de corriger une situation dans laquelle le développement est devenu un processus de traumatisation et de déshumanisation populaires. Cette situation provient du fait que le mode de développement courant a établi une grande différence entre les sociétés développées et sous-développées, différence qui s'est transformée en une dichotomie entre le bien et le mal. On traite les sociétés sous-développées africaines comme si elles n'avaient aucune force intrinsèque ni d'intégrité, et comme si elles pouvaient être bafouées à volonté. On leur reconnaît plutôt la force de rejeter leur identité personnelle, afin qu'elles soient reconstituées d'une nouvelle manière bien meilleure. Le rôle de la politique de développement ne consiste plus à savoir comment un peuple pourrait progresser selon ses propres aspirations, mais plutôt comment d'autres nations pourraient le refaçonner à leur image, telle qu'elles aimeraient la percevoir. Dans cette perspective, le développement devient synonyme d'auto-aliénation et d'humiliation.

Les préjugés psychologiques qui en découlent, sont faciles à déceler. Les responsables africains ont perdu toute confiance en eux-mêmes. Ils ne conçoivent plus leurs propres politiques, ils réagissent seulement à contrecoup, en acceptant docilement toutes les formes de développement proposées par les grandes puissances - par exemple, la promotion de l'exportation, la substitution des produits d'importation, les programmes d'ajustement structurel, etc. - et en les abandonnant aussitôt dès qu'un nouveau mode de développement est suggéré. Nous leur avons reproché de ne pas avoir apporté le développement nécessaire à nos pays, mais maintenant nous devons nous interroger si le développement a jamais figuré dans leurs programmes, nous devons nous demander s'ils ont jamais eu l'audace de rechercher le développement, lequel est une véritable oeuvre héroïque. Nous ne percevons que les signes d'un manque d'assurance et d'un mépris personnel : des options de facilité choisies sans réflexion et en toute gaité, une foi inébranlable envers d'autres nations qui apporteront notre salut. Puis il y a également des manifestations bizarres d'insécurité : un chef d'Etat africain a appelé De Gaulle, père en pleurant, car il essayait de recréer l'atmosphère splendide des monarchies françaises qu'on a oubliées depuis longtemps et bel et bien oubliées; les responsables africains ont interdit l'usage des dialectes, le port des costumes traditionnels africains au parlement, etc. Il y a donc un problème de confiance en soi qui se pose, et malheureusement le développement nécessite d'avoir une parfaite confiance et une haute estime de sa personne, ce que le mode de développement actuel n'encourage pas.

Troisièmement, l'idée de construire sur les réalités indigènes, nous empêcherait de penser que la structure locale n'est jamais favorable au développement et nous éviterait d'introduire une forte rationalité capitaliste dans le système social africain. Le mode de développement actuel est foncièrement hostile à tout ce qui touche aux réalités locales. Par exemple, il rejette l'esprit communautaire traditionnellement prôné par les populations africaines, sous prétexte que la vie communautaire retarde le développement social et la transition à une société de marché. On oublie facilement que la vie communautaire joue un grand rôle en tant qu'un système procurant une sécurité sociale aux populations. La loyauté envers les groupes locaux est considérée comme une forme de régression sociale empêchant que le développement soit fondé sur des structures bureaucratiques rationnelles et efficaces. Mais nous ignorons que ce sont les associations locales qui ont beaucoup contribué au développement rural africain. L'économie familiale suscite des hostilités, parce qu'elle est d'abord une économie de subsistance plutôt qu'une économie des valeurs, et parce qu'elle est une économie de reproduction plutôt qu'une économie de production. Et pourtant, c'est la quintessence de ces valeurs que nous souhaitons introduire dans l'économie nationale. Une telle pratique fournirait une véritable autonomie, un équilibre économique

interne et des politiques autocentrées que nous devrions reproduire à l'échelle nationale.

Quatrièmement, l'idée de bâtir sur les réalités locales est la condition nécessaire pour parvenir à un développement autonome auquel rien ne se substitue actuellement. Il est tout à fait évident que le type de développement tributaire des puissances extérieures est un échec. Son échec se manifeste bien par la grave crise africaine qui se prolonge, et par la cessation rapide du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA), ainsi que par celle du Programme prioritaire du redressement économique de l'Afrique (APPER). Selon toute évidence, cet échec est irréversible. Ceci est dû à certains changements intervenus dans l'économie mondiale, telle que le caractère de plus en plus abstrait de la production. Aussi faudrait-il après tout devenir autonome.

Quand on décide d'être autonome, quand les populations deviennent la finalité et les moyens du développement, leurs intérêts, leurs valeurs et leurs aspirations déterminent nécessairement le fond, les stratégies et les modalités de développement. Ce qui donne de bonnes raisons de bâtir en tenant compte des réalités locales.

#### Signification opérationnelle

Il nous reste à donner la signification opérationnelle d'une élaboration politique basée sur les réalités locales; on ne peut pas le faire de manière exhaustive ici, ce serait seulement une explication succincte donnée sous forme d'illustration. Pour commencer, il est d'abord important que nous démystifions tous ces facteurs qui monopolisent toute notre attention à l'heure actuelle à savoir : le problème de la dette, le cours des marchandises, l'équilibre des marchés, le degré de soutien au développement et le niveau des investissements étrangers, les programmes d'ajustement structurel. Il faut absolument que le caractère défavorable de ces facteurs soit examiné et qu'on puisse y remédier. Cependant, on a tort de leur accorder la plus grande priorité, car ils ne sont que des symptômes d'une pathologie latente. Il n'y a pas si longtemps de cela, ces facteurs n'étaient pas si défavorables, et pourtant l'Afrique n'a pas tout à fait décollé économiquement. Même si ces facteurs s'amélioraient à l'heure actuelle, il n'est pas sûr que l'Afrique progresserait pour autant, il serait même plus probable qu'elle régresse davantage.

Il faut d'abord mettre l'accent sur les points qui le nécessitaient depuis longtemps, à savoir sur la régénération des structures de base où on trouve encore un peu de vitalité, avant que les racines ne soient plus profondes. Pour redynamiser ces structures de base, nous devons concevoir une politique de développement à la base. Sans vouloir causer de préjudice à la mise en place de plus grands projets nationaux, on doit surtout s'intéresser aux plus petits projets, lesquels seront développés et mis en oeuvre avec une totale participation populaire et dépendront surtout des ressources locales. Ce n'est que lorsque le développement est conçu à la base et contrôlé démocratiquement qu'il peut être effectif - c'est-à-dire en devenant le droit de chacun et la responsabilité de tous. C'est dans ce cas seulement, qu'il cesse d'être aliénant, qu'il améliore notre autonomie morale et enrichit vraiment notre caractère humain. Mais ceci est plus facile à dire qu'à réaliser. Il y a de nombreux obstacles qui empêchent de rendre opérationnelle cette idée de bâtir sur les réalités locales. Ils sont d'ordre politique, plutôt que d'ordre économique. Le principal problème qui se pose est la résistance politique. Il provient du fait que les responsables africains sont déterminés à maintenir leurs pouvoirs de contrôle, et du fait que les nations ambitieuses et cyniques aspirent à l'agrandissement de leurs propres territoires en se servant des pays africains en développement. L'anéantissement de cette résistance devrait être une conquête définitive et il faudrait la considérer comme le point prioritaire de notre programme de développement.

Il nous faut également montrer la signification du développement pour les institutions oeuvrant en sa faveur. Selon ces dernières, le fait de bâtir sur les réalités locales implique des ajustements draconiens et pénibles. Mais il leur faudrait apprendre à ne plus croire à la supériorité de leurs connaissances et de leurs valeurs. Ces institutions devraient concevoir des projets beaucoup plus petits qui seront développés et mis en oeuvre de manière démocratique, et il serait extrêmement difficile d'y parvenir. Elles devront modérer leurs tendances à faire des dons gratuits qui les entraînent à tort à investir dans des secteurs soi-disant productifs plutôt que dans des secteurs sociaux. Elles doivent clairement se mettre en tête qu'elles assistent les populations, et non les Etats ou leurs gouvernements.

Ces ajustements soulèveront d'importantes contradictions, auxquelles ces institutions devront heureusement se confronter sans se décourager, sachant parfaitement qu'elles devraient se tenir à l'écart des rivalités politiques qui pourraient leur créer des problèmes à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire national. En participant au développement de l'Afrique, elles se mêlent forcément des problèmes sociaux fondamentaux; autant donc qu'elles le fassent correctement.